

Coordination et supervision de l'évaluation du dossier ilménite de QMM

Prepared by
José Andrianoelison
Consultant

International Resources Group, Ltd.
1211 Connecticut Avenue, NW, Suite 700
Washington, DC 20036 USA

Prepared for:
USAID/Madagascar

October 2001

Environment Policy and Institutional Strengthening Indefinite Quantity Contact (EPIQ)

Partners: International Resources Group and Winrock International

Subcontractors: PADCO, Management Systems International, and Development Alternatives, Inc.

Collaborating Institutions: Center for Naval Analysis Corporation, Conservation International, KNB Engineering and Applied Sciences, Inc., Keller-Bliesner Engineering, Resource Management International, Inc., Tellus Institute, Urban Institute, and World Resources Institute

Coordination et supervision
de l'évaluation
du dossier ilménite de QMM

1	<u>OBJET ET DEROULEMENT DE LA MISSION</u>	6
1.1	LES TERMES DE REFERENCES	6
1.2	CHRONOLOGIE DE L'INTERVENTION	6
2	<u>MODALITES ET RESULTATS DE L'INTERVENTION</u>	7
2.1	LE CADRE METHODOLOGIQUE	7
2.1.1	EVALUATION INDIVIDUELLE ET THEMATIQUE	7
2.1.2	DELIBERATIONS DU CTE	9
2.1.3	AGREGATION DES RESULTATS	10
2.1.4	DECISION ET SUIVI	10
2.2	APPUI AU SECRETARIAT TECHNIQUE DU CTE	10
2.2.1	COORDINATION ET SUPERVISION DE L'EVALUATION	10
2.2.2	EVALUATION ET AVIS TECHNIQUE	11
3	<u>COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS POUR UNE CAPITALISATION SUR L'EVALUATION</u>	11
3.1	LE DISPOSITIF ADMINISTRATIF D'EVALUATION	11
3.1.1	STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU CTE	11
3.1.2	ROLE DE L'ONE	12
3.1.3	L'EVALUATION, LA PARTICIPATION DU PUBLIC ET LA DECISION	12
3.1.4	LE DISPOSITIF MECIE	13
3.2	LA METHODOLOGIE D'EVALUATION	13
3.2.1	LE PHASAGE DE L'EVALUATION	13
3.2.2	L'UTILISATION DE CONSULTANTS	13
3.2.3	LE SECRETARIAT DE L'EVALUATION	14
4	<u>ANNEXES</u>	15
4.1	NOTES DE PREPARATION AU CTE	16
4.1.1	METHODOLOGIE DE DELIBERATION DU CTE	17
4.1.2	RESTITUTION DES GRILLES N°1	19
4.1.3	FORMAT DES JOURNEES DE MANTASOA	

Evaluation du dossier d'EISE de QMM
Déroulement des « journées bloquées » du CTE

La présente note propose le format général des journées bloquées du CTE . Les éléments qui y sont présentés ont été succinctement présentés à l'ensemble des consultants thématiques le vendredi 6 juillet.

Le CTE a adopté cette méthode de travail pour faciliter l'analyse du dossier la finalisation des tâches qui lui incombent dans l'étape 1 de sa démarche. L'objectif principal des journées est de parvenir à une connaissance la plus complète possible du dossier afin d'identifier une première liste des questions à poser au promoteur. Cette liste sera finalisée après la descente sur le terrain et la lettre officielle à QMM validée lors d'une séance du CTE. Les exposés et discussions qui auront lieu pendant ces journées pourront déjà dégager les éléments nécessaires au travail d'analyse à effectuer en deuxième étape de la démarche du CTE (grille 2A et 2B)

Le travail sera basé sur

- des séances communes de réflexion : échanges avec les consultants thématiques pendant une journée entière par consultant (voir organisation) et synthèse entre membres du CTE ;
- la consultation individuelle d'une base documentaire avec notamment les commentaires actuellement disponibles produites par certains membres du CTE (compilation de la grille n°1 ; grilles ou notes individuelles ; grilles 2A et 2B remplies par certains membres), la base documentaire par thème fournie par les consultants thématiques ainsi que tout document préparé par eux en vue des journées, tout document pertinent se rapportant au dossier

La programmation indicative de chaque journée est fournie en annexe. La réflexion se fait en 4 stades. Les trois premiers stades seront regroupés en ne seule journée:

- **Une séance de discussion de groupe avec le consultant thématique :** Elle consiste en 1) un exposé (ex-cathedra donc sans interruption) du consultant sur son thème. Elle dure entre 30mn et une heure et consiste principalement en la présentation du thème telle qu'elle est faite dans le rapport assortie des commentaires du consultant 2) une série de discussions entre le consultant et les membres du groupe afin d'apporter des éclaircissements techniques pour une meilleure compréhension technique et/ou d'aborder des préoccupations ou des enjeux 3) une courte synthèse où le groupe avec l'appui du consultant dégagera les enjeux liés au thème, les préoccupations liées à ces enjeux, les questions qui restent à poser à QMM. Il sera demandé à chaque groupe de se doter d'un président de séance (chargé de la police de la réunion) et d'un rapporteur (chargé de la présentation en plénière).
- **Une mise en commun des travaux de groupe avec l'ensemble des membres du CTE et des consultants :** La séance consiste en la présentation de chaque rapporteur de la synthèse de son groupe afin de permettre aux autres membres du CTE non membres du groupe d'exprimer leurs sujets de préoccupations ou des idées non comprises dans les conclusions du groupe. Si le groupe a déjà intégré le sujet ou la question, son président, avec l'appui du consultant exposera brièvement de quelle manière. Si le membre du CTE considère que son sujet de préoccupation reste non-prise en compte dans les conclusions, ce membre participera à la réunion de synthèse de groupe afin d'avoir l'occasion de discuter plus longuement avec le consultant et les membres du groupe et dégager des conclusions qui seront discutées lors de la séance plénière finale. La séance de mise en commun est présidée soit par le président du CTE soit à tour de rôle par les présidents de groupe.
- **Une (courte) séance de synthèse de groupe avec le consultant pour effectuer la synthèse du thème :** Elle consiste à discuter des sujets évoqués et non épuisés lors de la séance de mise en commun qui n'aurait pas été déjà intégré dans les premières conclusions du groupe. Y participent les consultants thématiques, le membre du CTE qui a évoqué le sujet, les membres du groupe et tout membre du CTE intéressé. Elle ne doit pas se réduire à un dialogue entre le consultant thématique et le membre qui a évoqué le sujet car le groupe doit se prononcer sur la manière où elle devra inclure ce sujet dans sa synthèse à présenter lors de la réunion plénière. S'il n'y a pas de sujets à discuter, le consultant et le groupe passeront tout de suite à la deuxième partie de la séance où les questions à poser à QMM seront mieux formulées voir hiérarchisées afin de faciliter les travaux matériels futurs.

Coordination et supervision de l'évaluation du dossier ilménite de QMM
Rapport de J.Andrianoelison (octobre 2001)

4.1.5	NOTE POUR LA REUNION DE VALIDATION DE L'AVIS TECHNIQUE	26
4.2	NOTES A L'ONE	28
4.2.1	ORGANISATION DU TRAVAIL DES CONSULTANTS POUR LA PREMIERE ETAPE	29
4.2.2	TERMES DE REFERENCES POUR LE DEUXIEME CONSULTANT INTERNATIONAL	31
4.2.3	PROJET DE LETTRE DE L'ONE AUX CONSULTANTS THEMATIQUES (AUDIENCE PUBLIQUE)	33
4.2.4	CANEVAS DE LA LETTRE A QMM	35
4.2.5	PRESENTATION DES MATRICES D'IMPACTS ET DE MESURES	38
4.2.6	COMPTE RENDU DE LA REUNION DE FIN DE MISSION DE J. PAROTTA	42
4.2.7	TROIS NOTES SUR LE SEUIL DEVERSOIR	44
4.2.8	BUDGET DU CNS	48
4.2.9	NOTE SUR LA FINALISATION DU DOSSIER	50
4.3	PRODUITS INTERMEDIAIRES DE L'EVALUATION	52
4.3.1	COMPILATION DES GRILLES N°1 REMPLIS PAR CTE (FICHIER ATTACHE : GUIDE1COMPIL)	52
4.3.2	PROJET D'AVIS : VERSION DU 11 OCTOBRE (FICHIER ATTACHE : AVIS TECHNIQUE)	52
4.3.3	PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION PARITAIRE : VERSION DU 22OCTOBRE (FICHIER ATTACHE : PARITAIRE)	52

Le bien livrable au bout de la mission est l'avis technique du Comité Technique d'Evaluation au Ministre de l'Environnement. Il a été considéré comme plus utile de ne pas se focaliser sur ce document dans le présent rapport de fin de mission pour rendre compte des conditions de son élaboration.

1 Objet et déroulement de la mission

1.1 Les termes de références

La mission consistait à « appuyer l'ONE dans son rôle de coordination et la supervision de l'évaluation du dossier ilménite de QMM ». Le mandat était donné à un consultant international assisté de deux collaborateurs nationaux. Les objectifs de l'appui étaient :

- de proposer le cadre méthodologique et les procédures de l'évaluation de l'EISE conformément aux exigences gouvernementales et aux pratiques internationales, et en assurer la mise en œuvre et la cohérence;
- d'assurer la qualité de la conduite de l'évaluation ;
- d'assurer l'agrégation des résultats de l'évaluation de l'EISE y compris l'évaluation par le public.
- d'établir un avis motivé de façon scientifique et transparente.

1.2 Chronologie de l'intervention

La mise en place de l'équipe de coordination et de supervision a été marqué par :

- Le changement du consultant international entre la première phase et la deuxième phase ;
- Le décalage dans le recrutement du deuxième collaborateur national (semaine du 17 juin).

Loin de constituer uniquement des handicaps, ces circonstances ont permis à l'équipe de coordination de garder une approche souple et critique sur la conduite de l'évaluation. Il est toutefois vrai que :

- Les profils des deux consultants nationaux coïncident avec un seul des profil requis par les termes de référence : aucun des deux consultants n'est en effet un « spécialiste en sciences socio-économiques » ;
- L'appui de l'entité cautionnant le consultant international a été uniquement implicite, se faisant principalement à travers la personne du consultant ;

La chronologie de la mission est la suivante :

6 juin: Signature physique du contrat ;
8 juin: Remise des documents de l'ESIE par l'ONE ;
10 juin : Prise de contact avec le consultant international (P. Legaré) ;
11-15juin: Contacts avec l'ONE, des membres du CTE et élaboration de la méthodologie d'évaluation ;
15 juin : Validation de méthodologie par le CTE ;
19 juin : Fin de mission à Madagascar du consultant international ;
20-28 juin : Organisation du travail des consultants thématiques et bouclage de la lecture de l'ESIE ;
28-5 juillet: Retour des grilles individuelles de lecture par les membres du CTE ;
5 juillet : Réunion du CTE :Commission d'enquête, contact avec QMM, décision d'organiser les journées bloquées de Mantasoa ;
11-13 juillet : Journées bloquées du CTE à Mantasoa : Réunions thématiques, discussions sur les enjeux, organisation de la mission de terrain, présentation du site Web par Page ;
23-27 juillet : Préparation des questions à QMM et des missions des consultants thématiques internationaux ;

03 août : Réunion du CTE : Validation des questions à QMM ;
06-09 août : Adaptation de la méthodologie pour la deuxième étape (outils pour l'analyse des impacts et des mesures ; termes de références du consultant international) ;
13 août : Réunion du CTE : Compte rendu de mission de J.Parotta et début de mission de F. Lampietti ;
23-24 août : Réunion du CTE : Analyse sectorielle des impacts ; compte rendu de mission de F. Lampietti ;
27-28 août : Audience publique à Antananarivo ;
29 août-07 septembre : Dépouillement des résultats de l'enquête publique ;
11 septembre : Réception des réponses du promoteur aux questions posées le 6 et de la version détaillée du plan de gestion environnementale du projet (PGEP2) élaboré par le promoteur ;
17 et 18 septembre : Réunion du CTE : Analyse du dossier relativement aux mesures d'atténuation, d'optimisation et modifications à apporter au PGEP2, validation du plan de l'avis technique ;
28 septembre et 03 octobre : Réunion du CTE à Antananarivo pour valider les modifications au PGEP2 ;
03-08 octobre : Rédaction du projet d'avis, audience du Ministre de l'Environnement ;
08-11 octobre : Réunion du CTE à Antananarivo (ONE) pour valider l'avis technique ;
11-16 octobre : Correction et édition du draft final de l'avis technique ;
19 octobre : Audience du Ministre de l'Environnement ;
19-25 octobre : Rédaction du rapport de la commission paritaire, rédaction du rapport de mission ;

2 Modalités et résultats de l'intervention

2.1 Le cadre méthodologique

2.1.1 Evaluation individuelle et thématique

Le cadre méthodologique élaboré proposait une évaluation en trois étapes compatible avec les prévisions de recrutement d'experts thématiques locaux par l'ONE. Cette méthodologie se basait par la succession de 3 séquences :

- Travail individuel de chaque membre du CTE exploité dans le cadre d'un outil commun ;
- Synthèse de ces travaux et discussion avec l'appui des consultants thématiques ;
- Formulation et validation du travail du CTE.

Cette méthodologie a été adoptée par le CTE lors de sa deuxième réunion (15 juin). La démarche ainsi que les outils proposés initialement ont dû être adaptés :

- au degré de disponibilité des membres du CTE pour un travail d'évaluation individuel ;
- à l'évolution de la réflexion du CTE.

En fait, il a été estimé plus efficace de « préparer » la réflexion du CTE par une base de travail préparée par la coordination ou les consultants thématiques : notes, exposé préliminaire. Cette base de travail a pour support un outil à disposition des membres du CTE. Le Consultant thématique présente et argumente sa manière d'utiliser l'outil, ouvrant la discussion entre membres du CTE tout en la focalisant sur un sujet précis.

Ce travail a été effectué le plus souvent en quatre groupes correspondant :

- aux bureaux de consultants thématiques d'appui (Eau, Infrastructures, Bruit, santé et radioactivité, Biodiversité, Socio-économie)
- au nombre de membres de l'équipe de coordination disponible (en général 4 personnes en intégrant les représentants de l'ONE)

Coordination et supervision de l'évaluation du dossier ilménite de QMM
Rapport de J.Andrianoelison (octobre 2001)

Le travail individuel préalable a été abandonné dès le début de la première étape en partie à cause du retard et du caractère non directement exploitable direct du remplissage individuel de la Grille 1. Les outils ont alors eu comme utilité de :

- permettre la participation des membres du CTE aux séances de synthèse des travaux de groupe ou en cas d'absence;
- faciliter le suivi de l'évaluation par chaque membre du CTE.

Les tableaux suivants donnent un aperçu des objectifs, outils et modes de travail initiaux ainsi que les réalisations. Il en ressort que si les délais sont globalement respectés, les retards pris au départ de l'évaluation (une semaine) n'ont pas permis de mener un cycle complémentaire d'échanges avec le promoteur sur le projet de PGEP présenté et sur les principaux enjeux.

Programmation de l'évaluation

Etape - Programmation	Objectif	Outils et mode de travail	Dates
Cohérence de l'étude avec le guide méthodologique et les termes de référence	Vérifier la conformité	Tableau de correspondance « rapport ESIE/guide »	Demandé à QMM
	Formuler les observations et préoccupations	Grille 1 à remplir par chaque membre du CTE	28 juin
		Synthèse et discussion avec les consultants thématiques	5 au 19 juillet
	Identifier les questions à envoyer au promoteur	Lettre à envoyer à QMM	27 juillet
Analyse technique du projet par composante et enjeu	Analyser techniquement le dossier (individuel)	Grille 2A et 2B à remplir par chaque membre du CTE	19 juillet au 15 septembre
	Etablir et valider une synthèse des avis sectoriels		
Intégration et rapport d'avis technique	Intégrer les résultats de l'analyse et rédiger l'avis technique	Réunion de validation du CTE	10 octobre
	Intégrer les résultats de l'enquête publique et rédiger le permis	Réunion d'une commission paritaire CTE/CE	25 octobre

Réalisation

Etape - Programmation	Outils et mode de travail	Dates et remarques
Cohérence de l'étude avec le guide méthodologique et les termes de référence	Compilation de la Grille 1 Rapport de F.Lampietti	Seule la moitié des départements a rendu la Grilles 1 rendues le 03 juillet : changement de méthode de travail
	Journées bloquées à Mantasoa (quatre demi-journées) : <ul style="list-style-type: none"> ○ en jeux identifiés (seuil, port) ; ○ questions à vérifier sur le terrain et à poser au promoteur 	11-13 juillet : Journées bloquées du CTE à Mantasoa 23-27 juillet : mission de la totalité des membres du CTE sur le site 03 août : Validation des questions à QMM (envoi le 06 août);

Etape - Programmation	Outils et mode de travail	Dates et remarques
Analyse technique du projet par composante et enjeu	Remplissage des matrices d'impacts Remplissage des matrices de mesures Résultats des consultations internationaux (eau, revégétalisation) Réunions spécifiques sur les enjeux	13 août : Compte rendu de mission de J.Parotta et début de mission de F. Lampietti ; 23-24 août : Analyse sectorielle des impacts ; compte rendu de mission de F. Lampietti ; 17 et 18 septembre : Réunion du CTE : Analyse du dossier relativement aux mesures d'atténuation, d'optimisation et modifications à apporter au PGEP2, validation du plan de l'avis technique ;
Intégration et rapport d'avis technique	Modification du PGEP2 envoyé par le promoteur à partir les matrices d'impact et de mesures complétées par le CTE et intégrées formellement dans le PGEP présenté par le promoteur Lettre au promoteur sur la question du seuil déversoir sur la base d'un projet préparé par un consultant thématique Discussion du CTE sur la nature de l'avis à donner sur la base d'un document préparé par la coordination et le PGEP3 retourné par QMM	28 septembre et 03 octobre : Validation des modifications au PGEP2 ; 08-11 octobre : Première discussion du draft de l'avis technique ; 17 octobre : Deuxième discussion et validation du draft final de l'avis technique 19-25 octobre : Réunion de la commission paritaire et rédaction du rapport au Ministre

2.1.2 Délibérations du CTE

Les délibérations du CTE ont fait l'objet d'une note préconisant d'éviter si possible le recours au vote. La méthode de travail adoptée (travail de groupe encadré par thème technique, synthèse) a permis d'arriver globalement à ce résultat sauf sur la question du seuil déversoir.

La difficulté pour le CTE a été de garder un schéma de discussion qui lui permette de:

- rester dans le cadre strict d'une évaluation du dossier d'EISE et se garder de se mettre à la place du promoteur (cas du seuil déversoir) et des décideurs (cas du financement du port) ;
- ne pas être influencé dans son évaluation technique par les « échos » de la consultation du public ;
- surmonter les lacunes techniques de ces membres sur certains sujets « pointus » : points juridiques, options et dispositifs du gouvernement (port, indemnisation), ou sujets techniques (eau, radioactivité, revégétalisation).

Un problème récurrent a été d'assurer la « stabilité » et la cohérence des décisions du CTE par rapport à une analyse technique. Par exemple, une discussion dont la tendance générale était un refus de la solution du seuil déversoir a abouti à un vote positif en faveur de son installation. Une unanimité sur la nécessité de formuler les conditions expresses dans un protocole d'accord « tombe » une semaine plus tard devant une argumentation technique. En fait, les lacunes dans les délibérations du CTE sont apparues chaque fois qu'il est sorti de son strict rôle d'évaluateur du dossier d'EISE pour proposer des solutions qui sont du ressort du promoteur ou des décideurs.

2.1.3 Agrégation des résultats

Une difficulté potentielle identifiée au début de l'évaluation était sur la manière d'agréger les résultats de l'évaluation non seulement entre les thèmes, mais encore et surtout entre l'évaluation technique et l'évaluation par le public.

Il ressort de l'exercice que le problème ne s'est pas posé de façon cruciale, les enjeux s'imposant dès la fin des journées bloquées de Mantasoa (seuil, port) et la visite de terrain (revégétalisation). De même, une convergence et une complémentarité remarquables sont constatées entre les conclusions de la commission d'enquête et celles du CTE : les préoccupations exprimées par le public rejoignent les résultats de l'évaluation technique et ont été prises en compte dans le PGEP et les modifications demandées.

Ce résultat ne pouvant être considéré comme systématique pour toute évaluation, il n'a pas été donné l'occasion d'aller plus avant dans l'application du « principe de proportionnalité » évoqué dans les termes de références mais dont personne n'a pu donner une définition opérationnelle.

2.1.4 Décision et suivi

Le CTE n'a pas eu formellement de relation avec l'organe décideur avant d'avoir statué sur le contenu de son avis technique. Il est probable que certains membres du CTE aient pu avoir l'occasion de rendre compte périodiquement à leur hiérarchie de l'état d'avancement des travaux d'évaluation.

Il reste que les personnes ressources invitées par le CTE pour l'éclairer sur des questions particulières (foncier, port) ne donnaient pas l'impression d'être porteurs d'une position de leur département intégrant les travaux effectués par le CTE. Ce hiatus entre le niveau de décision et le CTE accentue le phénomène d'« irresponsabilité » des membres du CTE en ce sens qu'ils ne sont pas en général effectivement mandatés par leur hiérarchie dans leurs prises de position au sein du CTE.

L'évaluation environnementale faisant partie d'un processus administratif de décisions impliquant des négociations avec le promoteur, un système de « reporting » officiel à chacune des étapes de l'évaluation aurait contribué à atténuer cette situation.

Dans le même ordre d'idée, l'ensemble des mesures de suivi identifiés n'a aucune chance d'être efficace s'il ne trouvait un minimum de support administratif, humain et financier. La proposition de la création d'un Comité de suivi ad'hoc avec identification des moyens nécessaires ne fait que mettre le doigt sur les faiblesses structurelles du dispositif de suivi environnemental. Le suivi environnemental est une fonction pérenne de l'Etat qui se doit de se doter des moyens nécessaires pour l'exercer sur des ressources stables et dont les conditions d'utilisation sont adaptées à leur objet.

2.2 Appui au Secrétariat technique du CTE

2.2.1 Coordination et supervision de l'évaluation

La coordination et la supervision de l'évaluation a été en fait conduite conjointement par l'équipe de consultants et la cellule MECIE de l'ONE.

Les outils, notes et projets à présenter au CTE ont été validés par eux par un système informel de consultation simultanée par messagerie électronique où le draft initial est amélioré au fur et à mesure des lectures et validé in fine par la cellule MECIE de l'ONE après une réunion formelle ou non. Les notes consignées en annexe à ce rapport sont ceux issus de ce système et ayant transité par mo poste de travail. Elles ne sont donc pas à considérer comme une production personnelle mais plutôt comme

partie d'une production collective et intermédiaire de l'ensemble de l'équipe, des notes pouvant avoir été créées in situ lors des réunions du CTE ou à l'ONE.

L'animation des groupes thématiques a été partagée entre les membres de cette équipe conjointe de la manière suivante :

	ONE	Lalanirina R.	José A.	Pascal de G.
Journées de Mantsoa	Infrastructures Radioactivité, Air Eau	Infrastructures Radioactivité, Air	Faune et flore Socio-économie	non encore engagé
Analyse des impacts	Eau Faune et flore	Infrastructures Radioactivité, Air	Socio-économie	non présent à Madagascar
Identification des mesures et PGEP	Eau	Infrastructures Radioactivité, Air	Socio-économie	Faune et flore

La cellule MECIE de l'ONE a assuré la logistique administrative de l'évaluation (courrier, archivage, logistique des réunions,...). Les consultants ont eu la charge des rédactions primaires des notes et rapports.

2.2.2 Evaluation et avis technique

L'évaluation du CTE et l'avis technique ont été rassemblés dans un même document dont la version finale (issue de la réunion du 17 octobre du CTE : abandon du principe de protocole d'accord) est disponible à l'ONE. La version annexée à ce texte est le projet issu de la réunion du 11 octobre du CTE.

3 Commentaires et propositions pour une capitalisation sur l'évaluation

3.1 Le dispositif administratif d'évaluation

3.1.1 Structure et fonctionnement du CTE

Le CTE comprend 20 entités dont 18 ministères soit en tout une quarantaine de membres potentiels. Une analyse fine du taux de fréquentation des réunions est sans doute à faire mais il ressort qualitativement que :

- La notion de membre titulaire et de membre suppléant n'a pas été utilisée effectivement, les départements se faisant représenter le plus souvent par les deux membres : cette situation a facilité la représentation des départements dans les groupes thématiques ;
- La présidence du CTE dévolue au Ministère de l'Environnement n'a pas été assurée avec la constance et l'autorité nécessaires ;
- Le rôle de l'ONE en tant que secrétariat technique a mis du temps à être bien identifié et accepté par les membres du CTE (voir infra) ;
- L'hypothèse d'un intérêt de chaque département à l'ensemble du dossier est tout à fait théorique même si les membres du CTE ont fait l'effort de porter un intérêt personnel global au dossier. De plus, les sensibilités techniques et les connaissances en matière de questions environnementales des membres du CTE sont très hétérogènes ;
- Le temps consacré par les membres du CTE au dossier est principalement celui consacré aux réunions ;

De ces considérations, il ressort qu'il convient d'entamer une réflexion sur les modalités de fonctionnement du CTE. Les points suivants sont indiqués à titre indicatif :

- Limitation du nombre de membres du CTE ou structuration du CTE à deux niveaux (une assemblée générale des membres intervenant à la validation des travaux à chaque étape de l'évaluation et des commissions thématiques de moins de 5 entités en tout dont une composée des départements directement intéressés servirait de « noyau » dur de l'évaluation) ;
- Mise en place d'une étape préliminaire du processus d'évaluation avant les réunions formelles du CTE où l'ONE et les départements directement intéressés effectuent une première lecture de l'EIE avec des consultants thématiques et définissent la méthodologie d'évaluation à valider par le CTE (composition du CTE, profil des membres, définition des groupes thématiques, étapes de l'évaluation, appuis extérieurs...) ;
- Désignation des membres du CTE par les départements en fonction des enjeux du projet ce qui implique la formation d'un plus grand nombre de fonctionnaires sur les questions environnementales ;
- Clarification des modalités de financement du processus (indemnités, complément de salaires, per diem, modalités d'hébergement...) ;
- Modalités de mise en place d'une présidence réellement active. La désignation du Ministère de l'environnement comme président du CTE ne suffit pas à donner à ses représentants l'autorité nécessaire pour la « fonction ». Une personnalisation du poste serait préférable quel que soit le département d'origine du président désigné.

3.1.2 Rôle de l'ONE

L'ONE, secrétaire technique du processus a été selon le cas perçu comme :

- l'employeur donneur d'ordre dans le cadre du processus;
- un simple responsable logistique sans responsabilité technique ;
- un démembrement du MinEnv avec des velléités de préséance sur l'organe de tutelle.

Cette situation est principalement le fait d'une méconnaissance des textes en vigueur ou de l'absence de procédures claires pour l'évaluation d'un EIE. C'est en fait l'ONE qui a pris l'initiative de la plupart des décisions (fixation du montant des allocations, recrutement de consultants et enquêteurs, textes réglementaires, ...) qui ont permis que le processus ait pu aller à son terme pour le projet QMM. Une évaluation (interne ou non) des activités pris en charge par l'ONE lors du processus permettrait de déterminer celles qui doivent être consolidées comme une pratique générale dans le cadre de l'évaluation d'une EIE, ce qui amènera à une restructuration des départements concernés de l'ONE et à l'établissement de procédures connues de tous. Les autres activités devront être sous-traitées.

La question du secrétariat au sens strict et de la logistique du CTE a été traité par un renforcement du personnel disponible à l'ONE. Il semble que la possibilité d'un recours plus libre à des capacités extérieures soit plus efficace que ce soit en matière d'édition et de reproduction, de gestion matérielle des réunions du CTE. De même, l'organisation de l'archivage des documents reçus ou produits lors du processus aurait mérité une attention plus aigüe.

3.1.3 L'évaluation, la participation du public et la décision

Les relations entre le travail d'évaluation du CTE, celui de la commission d'enquête publique et les instances de décisions ont été gérées au jour le jour au cours du processus. Le caractère inédit de l'exercice a amené certains intervenants à vouloir s'informer et s'imprégner de l'ensemble du processus (CT, CEAP et décision) alors que d'autres ont préféré s'en tenir à leur strict rôle. Les responsables de l'ONE et certains membres du CTE peuvent être classés dans le premier groupe, ce qui a parfois amené des biais dans leur analyse technique. Les décideurs par contre ne se sont intéressés au processus qu'en fin de parcours, ce qui a contribué à en limiter la visibilité, sans doute à entamer sa crédibilité et sûrement à restreindre les perspectives de négociations avec le promoteur.

Des interférences ont eu lieu entre l'analyse technique du CTE et les travaux de la CEAP qui ont amené les deux entités à dépasser leur rôle. La participation d'éléments du CTE aux audiences, les séances d'explication du projet aux membres de la CEAP ont eu pour conséquence des inversions d'attitudes où le CTE a eu tendance à se comporter comme devant refléter les perceptions du public (cas des employés « malaisiens ») et où la CEAP a eu tendance à effectuer une évaluation technique (cas du seuil déversoir). Une séparation stricte entre les travaux de la CEAP et du CTE est à instaurer. Les seules passerelles étant des rapports intermédiaires d'étape (enquête, audience, mémoires, phases d'évaluation technique) destinées en premier lieu au décideur. Les dispositions qui prévoient que les membres de la CEAP soit nommés par le CTE devraient être amendées en ce sens et une indépendance stricte des deux démarches doit être observée.

Les rapports intermédiaires au décideur permettraient au CTE de tenir compte éventuellement de données qui ne sont pas en sa possession mais qui lui seraient fournies par les services du décideur au vu de la situation de l'évaluation. Par exemple et a posteriori, un rapport d'étape 1 contenant les questions posées au promoteur aurait pu amener le gouvernement à donner le cadre général de traitement de la question du financement du port. De plus l'existence de ces rapports impliquerait une plus grande rigueur dans la démarche du CTE qui s'obligera à distinguer dans ces rapports le point sur sa démarche d'évaluation et ne pas revenir trop souvent et trop facilement sur des analyses ou décisions passées.

3.1.4 Le dispositif MECIE

Lors de l'évaluation, le dispositif MECIE a révélé quelques lacunes dont les principales sont :

- le financement du suivi ;
- la place du dispositif par rapport aux dispositions prises par les départements sectoriels.

Une évaluation générale du dispositif ainsi qu'une analyse de cohérence des dispositions sectorielles est à faire dans les prochaines années ou à l'occasion de la restructuration de l'ONE. Cette réflexion devra porter aussi sur les rôles respectifs des institutions telles que le Ministère de l'Environnement, l'ONE, les cellules environnementales des Ministères y compris les modalités de mise à disposition des ressources humaines et matérielles pour jouer ces rôles.

3.2 La méthodologie d'évaluation

3.2.1 Le phasage de l'évaluation

Le phasage adopté pour l'évaluation du dossier QMM peut sans doute être gardé avec la formalisation d'une étape « zéro » tel que décrite à la section 3.1.1. L'ONE a mené cette étape pour l'évaluation du dossier d'EISE de QMM, il faudra qu'elle soit géré par le noyau « dur » du futur CTE qui s'érigerait en « groupe préparatoire » à l'évaluation.

Les trois autres étapes (prise de connaissance du dossier, analyse technique, production de l'avis) peuvent ne pas être formellement séparées selon la configuration du dossier.

La séance d'information avec le promoteur devrait être effectuée en même temps que la remise du dossier. Elle pourrait concerner l'ensemble des départements intéressés de près ou de loin par le projet, même lorsqu'ils n'ont pas vocation intégrer le CTE ensuite. Cette séance permettrait d'ailleurs d'aider à identifier les départements et personnes directement intéressés.

La programmation de la visite de terrain vers la fin de la première étape a été efficace dans le cas du dossier QMM. Selon le cas, le groupe préparatoire appréciera si une visite en début de première étape n'est pas préférable (cas où la connaissance du milieu est un préalable à la compréhension du dossier).

3.2.2 L'utilisation de consultants

L'utilisation de consultants pour l'évaluation mériterait d'être mieux codifiée. Le mandat des consultants a été de portée très générale et ne permet pas d'exiger un résultat précis ni de programmer un budget-temps prédéterminé. Cette situation risque d'être le cas pour tout dossier assez important. Le phasage en quatre étapes permettrait de faire intervenir les consultants en vue d'un résultat précis en phase zéro (la méthodologie, le résumé de leur thème et la présentation aux membres du CTE) et de prévoir un budget-temps à utiliser à la demande pour la suite de l'évaluation, avec un plancher (forfaitaire) et des prix unitaires et des modalités de comptage (temps de préparation et d'édition de rapport en fonction de présence aux réunions) pour tout dépassement du forfait.

Si cette démarche ne résout pas les problèmes de prévision budgétaire, il permettra aux intervenants de mieux programmer leur disponibilité au moins en temps total.

Cette remarque est valable tant pour les consultants thématiques que pour la coordination

3.2.3 Le secrétariat de l'évaluation

Il a été nécessaire de renforcer les capacités de l'ONE à assurer le secrétariat « pratique » du CTE (une personne à plein temps). Ce renforcement devrait s'étendre éventuellement à des questions plus pratiques (petite et grosse édition, logistique, ...) pour être un véritable secrétariat du CTE au sens administratif du terme. Pour cela, il faudrait que le CTE se considère comme une entité provisoire à part de l'ONE et du MinEnv qui remettra à l'organisme idoine (ONE dans la situation actuelle) l'ensemble des productions intermédiaires de l'évaluation.

4 Annexes

4.1 Notes de préparation au CTE

4.1.1 Méthodologie de délibération du CTE

Evaluation du dossier d'EISE de QMM Méthodologie de délibération du CTE

La présente note propose un cadre général de fonctionnement pour le CTE . Les éléments qui y sont présentés explicitent ou reprennent parfois ceux déjà consignés dans les Termes de Référence du CTE et son règlement intérieur.

Positionnement des acteurs de l'évaluation et enjeu commun

Le CTE est en « *charge d'assurer l'évaluation du dossier d'EIE en y intégrant les éléments d'appréciation issus du public touché par le projet* ». Cette évaluation sera « *sanctionnée par un avis technique relatif... transmis à l'organe décideur* » en l'occurrence le Ministère de l'Environnement. Chaque membre du CTE représente son département d'origine : il aura à fournir les opinions de son département participant à l'élaboration de l'avis technique sur les questions techniques relevant de la compétence de celui-ci. Mais chaque membre du CTE possède une expertise propre qui lui permettra de fournir son avis sur tout ou partie du dossier et participer ainsi plus généralement à la motivation de l'avis technique final.

L'ONE assure le secrétariat technique du CTE y compris la logistique administrative et financière.

L'ONE et le CTE sont appuyés par un consultant international et ses collaborateurs nationaux pour la coordination et la supervision de l'évaluation du dossier sur les plans juridique, technique et socio-économique. Sous la supervision du CTE, un consultant est chargé d'organiser les activités d'évaluation du dossier par le public.

Des experts nationaux sont prévus pour conduire des évaluations thématiques du dossier d'EIE.

Compte tenu de l'importance du projet QMM, l'enjeu principal pour l'ensemble de ces acteurs est de mener une *évaluation crédible* que ce soit vis à vis du promoteur ou de l'opinion publique locale, régionale, nationale ou internationale. L'avis technique à remettre par le CTE facilite la prise de décision environnementale s'il a été élaboré de manière suffisamment *objective, rigoureuse et transparente*.

Démarche méthodologique et délibérations

La démarche méthodologique et le fonctionnement du CTE (conduite des débats et délibérations) ainsi que l'attitude générale de ses membres sont des facteurs essentiels garantissant cette crédibilité de l'évaluation. L'objectif de la démarche méthodologique proposée par ailleurs est de préserver autant que faire ce peut, cette objectivité scientifique dans l'analyse du dossier d'EIE présenté.

Lorsqu'il s'agit de statuer sur des questions d'ordre scientifique et technique, le CTE aura d'abord à utiliser les apports des compétences chacun de ses membres. Pour trancher incontestablement de manière objective le CTE a la possibilité d'utiliser des compétences extérieures pour apporter les compléments nécessaires à l'information disponible (personnes ressources, consultants thématiques nationaux, consultants internationaux). Des réunions thématiques devront être organisées en vue de préparer la discussion en séance plénière de ces questions. Elles verront la participation des membres du CTE ayant la compétence ou l'intérêt suffisant pour la question avec les personnes ressources nécessaires (autres personnes des départements représentés dans le CTE, consultants nationaux thématiques par exemple).

Le recours au vote tel que prévu au règlement intérieur (IIIh) pour les décisions du CTE ne doit pas s'appliquer aux questions d'ordre scientifique et technique.

En vue de mettre en pratique ces dispositions, l'ensemble des membres se répartissent initialement en groupes chargés de préparer les réunions en séance plénière du CTE . La liste provisoire des groupes est celle donnée par l'ONE. Elle correspond aux quatre groupes de consultants thématiques nationaux. Cette liste peut évoluer en fonction des résultats de la première étape ou des décisions du CTE pour s'adapter à l'importance relative des thèmes par rapport aux enjeux identifiés par le CTE.

Lorsqu'il s'agira de formuler une opinion du CTE (acceptabilité) en cas de divergence inconciliable entre les membres, le recours au vote est inévitable. L'irréductibilité des positions doit être constatée et acceptée puis suivie par la désignation d'un membre n'ayant pas pris part prenante à la controverse pour dresser de la manière

4.1.2 Restitution des grilles n° 1

Evaluation du dossier d'EISE de QMM
Troisième réunion du CTE (5juillet 2001)
3 ème point de l'ordre du jour

La présente note fait le point sur le remplissage de la grille n°1 par les membres du CTE et propose les étapes suivantes à suivre pour finaliser la première étape.

Situation par département membre du CTE

Département ayant rendu la grille au 04/07/2001	Date
Pêche Ressources Halieutiques et Aquaculture	29/06
Eaux et Forêts	29/06
Elevage	29/06
Fonction Publique	29/06
Population	02/07
Aménagement du Territoire et de la Ville	02/07
Agriculture	02/07
Energie et Mines	03/07
Intérieur	03/07

Département n'ayant pas rendu la grille au 04/07/2001
Finances
Budget et Développement des provinces autonomes
Travaux Publics
Tourisme
Industrie et Artisanat
Santé
Transport et Météorologie
Information Culture et Communication
ANGAP
ONE
Environnement

Questions et préoccupations principales

Aucune grille n'a évoqué de manquements graves pouvant impliquer un rejet de l'étude pour défaut de qualité.

De nombreuses remarques ont été émises sur le caractère dispersé des informations par rapport à la structure du guide méthodologique. Une grille de correspondance a été demandé à QMM.

Deux départements sont allés plus loin dans leur réflexion (MinPOP et MPRH) pour proposer déjà des indicateurs pour l'avenir du projet .

La compilation des remarques dans une grille unique est disponible. Elle est de nature à être :

- Un complément d'information et un guide de lecture supplémentaire points non remarqués) ;
- Une première réflexion sur les opinions ;
- Une alimentation de la réflexion des consultations thématiques qui devront soit répondre aux questions des membres du CTE, soit les approfondir selon que le dossier y donne une réponse ou non.

Une synthèse sera effectuée lorsque les réponses tardives seront intégrées et lorsque les réunions thématiques auront eu lieu.

Certaines questions posées sont du ressort de départements ministériels (existence d'un plan d'urbanisme, schéma d'aménagement du territoire), ceux-ci sont invités à apporter leur éclairage sur les questions au moment des réunions thématiques.

D'une première synthèse, il ressort quelques préoccupations :

- Manque de présentation de cas similaires pour apprécier

4.1.3 Format des journées de Mantaso

Evaluation du dossier d'EISE de QMM
Déroulement des « journées bloquées » du CTE

La présente note propose le format général des journées bloquées du CTE . Les éléments qui y sont présentés ont été succinctement présentés à l'ensemble des consultants thématiques le vendredi 6 juillet.

Le CTE a adopté cette méthode de travail pour faciliter l'analyse du dossier la finalisation des tâches qui lui incombent dans l'étape 1 de sa démarche. L'objectif principal des journées est de parvenir à une connaissance la plus complète possible du dossier afin d'identifier une première liste des questions à poser au promoteur. Cette liste sera finalisée après la descente sur le terrain et la lettre officielle à QMM validée lors d'une séance du CTE. Les exposés et discussions qui auront lieu pendant ces journées pourront déjà dégager les éléments nécessaires au travail d'analyse à effectuer en deuxième étape de la démarche du CTE (grille 2A et 2B)

Le travail sera basé sur

- des séances communes de réflexion : échanges avec les consultants thématiques pendant une journée entière par consultant (voir organisation) et synthèse entre membres du CTE ;
- la consultation individuelle d'une base documentaire avec notamment les commentaires actuellement disponibles produites par certains membres du CTE (compilation de la grille n°1 ; grilles ou notes individuelles ; grilles 2A et 2B remplies par certains membres), la base documentaire par thème fournie par les consultants thématiques ainsi que tout document préparé par eux en vue des journées, tout document pertinent se rapportant au dossier

La programmation indicative de chaque journée est fournie en annexe. La réflexion se fait en 4 stades. Les trois premiers stades seront regroupés en ne seule journée:

- **Une séance de discussion de groupe avec le consultant thématique :** Elle consiste en 1) un exposé (ex-cathedra donc sans interruption) du consultant sur son thème. Elle dure entre 30mn et une heure et consiste principalement en la présentation du thème telle qu'elle est faite dans le rapport assortie des commentaires du consultant 2) une série de discussions entre le consultant et les membres du groupe afin d'apporter des éclaircissements techniques pour une meilleure compréhension technique et/ou d'aborder des préoccupations ou des enjeux 3) une courte synthèse où le groupe avec l'appui du consultant dégagera les enjeux liés au thème, les préoccupations liées à ces enjeux, les questions qui restent à poser à QMM. Il sera demandé à chaque groupe de se doter d'un président de séance (chargé de la police de la réunion) et d'un rapporteur (chargé de la présentation en plénière).
- **Une mise en commun des travaux de groupe avec l'ensemble des membres du CTE et des consultants :** La séance consiste en la présentation de chaque rapporteur de la synthèse de son groupe afin de permettre aux autres membres du CTE non membres du groupe d'exprimer leurs sujets de préoccupations ou des idées non comprises dans les conclusions du groupe. Si le groupe a déjà intégré le sujet ou la question, son président, avec l'appui du consultant exposera brièvement de quelle manière. Si le membre du CTE considère que son sujet de préoccupation reste non-prise en compte dans les conclusions, ce membre participera à la réunion de synthèse de groupe afin d'avoir l'occasion de discuter plus longuement avec le consultant et les membres du groupe et dégager des conclusions qui seront discutées lors de la séance plénière finale. La séance de mise en commun est présidée soit par le président du CTE soit à tour de rôle par les présidents de groupe.
- **Une (courte) séance de synthèse de groupe avec le consultant pour effectuer la synthèse du thème :** Elle consiste à discuter des sujets évoqués et non épuisés lors de la séance de mise en commun qui n'aurait pas été déjà intégré dans les premières conclusions du groupe. Y participent les consultants thématiques, le membre du CTE qui a évoqué le sujet, les membres du groupe et tout membre du CTE intéressé. Elle ne doit pas se réduire à un dialogue entre le consultant thématique et le membre qui a évoqué le sujet car le groupe doit se prononcer sur la manière où elle devra inclure ce sujet dans sa synthèse à présenter lors de la réunion plénière. S'il n'y a pas de sujets à discuter, le consultant et le groupe passeront tout de suite à la deuxième partie de la séance où les questions à poser à QMM seront mieux formulées voir hiérarchisées afin de faciliter les travaux matériels futurs.

4.1.4 Format des réunions du CTE sur les impacts et les mesures

Proposition pour les réunions du CTE 23 et 24 août

La présente note propose une organisation des réunion du CTE du 23 et 24 août

Programmation

23 août

08 h 30 – 09 h 30 : présentation des journées, formation des groupes

09 h 30 – 10 h 30 : travail en 3 groupes

10 h 30 – 10 h 45 : pause café

10 h 45 – 12 h 15 : travail en 3 groupes

12 h 30 – 13 h 45 : déjeuner

14 h 00 – 15 h 30 : travail en 3 groupes

15 h 30 – 15 h 45 : pause café

15 h 45 – 17 h 15 : travail en 3 groupes

24 août

09 h 00 – 11 h 00 : exposé de Mr Lampietti et discussion

11 h 00 – 11 h 15 : pause café

11 h 15 – 12 h 15 : séance de synthèse

12 h 30 – 13 h 45 : déjeuner

14 h 00 – 15 h 30 : séance de synthèse

15 h 30 – 15 h 45 : pause café

15 h 45 – 17 h 15 : séance de synthèse

Remplissage de la matrice d'impacts

Il est proposé de retenir la même démarche que pour les journées de Mantasoa et former trois groupes selon le tableau suivant :

Numéro de groupe	Composante	Nombre de lignes à traiter par matrice			Consultants thématiques	Départements principalement concernés
		route	mine	port		
I	Eau, Faune et flore	8	27	6	Hydrologie, Hydrogéologie, Faune et Flore	MinAgri, MEF, MPRH, MinEnv, MEM, MinTour, ANGAP, ONE
II	Air, Sols, Santé	13	20	22	ISTN, Infrastructures	MinSan, MIA, MTP, MTM, MinTour, ONE
III	Utilisation du territoire Culture et Patrimoine, Economie	14	20	8	Socio-économie	MFE, MBDPA, MEM, MICC, MinPoP, MinAgri, MinEl, MPRH, Mintour, MIA, MTP

Certaines questions relatives à l'eau (ruissellement et infiltration) et au port (hydrodynamique du port) sont considérées comme traitées par le groupe II. La liste sera donnée en début de réunion. Le nom des départements est évidemment indicatif et la répartition des membres du CTE présents sera effectué sur la base du volontariat.

Les réunions de groupe sont animées par les consultants thématiques qui présentent leur matrice complétée qui constitue la base de discussion du groupe qui apporte ligne par ligne ses contributions et commentaires. Le secrétariat (rapporteur) et la présidence sont assurés par des membres du CTE avec l'assistance des consultants thématiques. Lorsque plusieurs consultants thématiques s'occupent d'un même groupe, il convient de sérier les interventions afin que le consultant puisse être libéré de la réunion pour qu'il puisse rédiger les conclusions du groupe (préparation du travail du rapporteur). La durée de traitement des questions par chaque groupe ne devrait pas excéder 6 heures de travail effectif donc la première journée.

Il est proposé que Mr Lampietti fasse son exposé en début de deuxième journée jusqu'à la pause, la fin de la journée devant servir à la validation par le CTE en plénière des travaux de groupe. Cette programmation permettra :

**Programme des journées du CTE
11 au 13 Septembre**

Situation de l'évaluation par le CTE

- Matrice d'impact complétée et remise au CTE
- Rapports Lampietti et Parotta disponibles
- Réponse aux questions à QMM disponible ce jour
- Premier projet de PGEP disponible ce jour

Travail restant à fournir pour la deuxième étape

- Finaliser les bases de l'analyse par composante en remplissant les matrices de mesures
- Analyser le projet de PGEP de QMM et leur fournir les remarques du CTE avant le 18 septembre
- Remplir les grilles 2A et 2B, bases du rapport du CTE

Méthode de travail

- Remplir les grilles par groupe animé par un ou plusieurs consultants thématiques en tenant compte des réponses de QMM aux questions : lecture commune des réponses de QMM (mardi), travail de groupe (mercredi, jeudi), travail de synthèse(jeudi);
- Identifier les remarques du CTE sur le PGEP fourni par QMM : lecture individuelle du PGEP (mercredi,jeudi) directives à donner au consultants thématiques pour les remarques en fonction de la grille de mesures (jeudi), validation des remarques sur le PGEP (lundi)

Programme de travail sur les trois journées

- Exposé sur ISO 14000 (mardi matin)
- Lecture commune des réponses de QMM sous l'animation des consultants thématiques et en intégrant les informations issus des consultants internationaux : donner aux groupes de travail un aperçu des premières impressions du CTE (journée de mardi)
- Remplir la matrice de mesures en tenant compte des réponses de QMM (journée de mercredi et synthèse le jeudi)
- Donner aux consultants les indications sur les modifications, ajouts et commentaires à introduire dans le PGEP, soit en ayant lu le PGEP, soit en identifiant ce qui est important dans les matrices de mesures (journée de jeudi)

Formation des groupes

Groupe	Consultant
1 - Eau	Hydrologie, Hydrogéologie
2 - Infrastructures, Air, Bruit, Radioactivité	Infrastructures, INSTN, Santé
3 - Socio-économie	ADAPT
4 -Faune et Flore	LRA

4.1.5 Note pour la réunion de validation de l'avis technique

Note au CTE pour la réunion du 11 octobre

La réunion du 11 octobre a pour but de collecter les appréciations du CTE sur le PGEP3 à annexer au rapport d'avis (annexe 5.3.3).

Ces appréciations sont à qualifier selon leur importance et impliqueront des modifications au corps du rapport. Deux cas sont possibles

1- elles ont rapport à des enjeux (c'est-à-dire des thèmes fondamentaux dans le processus de décision), il faudra vérifier si ces enjeux ont été déjà suffisamment décrites dans la section 3.1.

Pour être cohérent avec lui-même, le CTE devrait poser comme condition expresse les enjeux qu'il estime « majeurs » (pour le moment il en a identifié trois : seuil, revégétalisation, port) et par conséquent :

- compléter la section chapitre 3.1.2 (à partir de la page 5) en créant une rubrique équivalente aux trois autres ;
- compléter la section 3.3.1 pour intégrer d'autres éléments dans le protocole d'accord) en créant une rubrique équivalente aux trois autres ;
- compléter la section 4 page 17 (condition expresse).

Les enjeux « estimés » comme secondaires devront donner lieu à des recommandations de modification du PGEP. Ce qui implique :

- de vérifier s'il faut compléter la section 3.1.3 ;
- de compléter la section 4 par une section comprenant les recommandations ;
- de créer une annexe 5.5 pour consigner dans un tableau les modifications demandées.

Le tableau sera rempli en séance.

2- elles n'ont pas rapport à des enjeux c'est-à-dire que les préoccupations qu'elles soulèvent ne sont pas fondamentaux dans la décision. Ces préoccupations donnent lieu à une simple proposition du PGEP à consigner dans le tableau en annexe 5.5 sans modification du texte initial.

Afin de conduire la réunion à son terme sans trop de discussion, il est proposé que le CTE procède à l'examen des modifications du PGEP par portion de 10 à 20 pages en passant en revue les modifications proposées par les membres dans l'ordre des pages de la section. A chaque section, le CTE aura donc répondre aux questions suivantes :

- i. y-a-t-il des modifications entre la page « n » et « n+10 » (ou 20) ? Si oui, lister les pages où les modifications sont à introduire et analyser dans l'ordre chaque modification (remplir les 5 colonnes du tableau)
- ii. cette modification est-elle un enjeu ? fait-il partie des enjeux déjà identifiés ? avec les conséquences sur les amendements au rapport qui s'ensuivent et qui sont décrites plus haut. Ces amendements sont à introduire au fur et à mesure.

La méthode proposée devrait permettre d'aller au bout du PGEP dans l'après-midi sans avoir à le parcourir ensemble dans son intégralité.

En application de ce qui précède les textes de certaines sections sont proposées pour être modifiées ainsi :

- Page 3.2.4

« 3.2.4 Les enjeux secondaires et les autres préoccupations

Le CTE recommande que le PGEP soit modifié conformément aux dispositions consignées dans l'annexe 5.5 pour que les mesures d'atténuation soient suffisantes et les impacts résiduels faibles donc acceptables. »

- Page 17 : prévoir une section 4.1 pour les conditions expresses et une section 4.2 selon le texte suivant :

« Le CTE émet un avis favorable à l'installation du projet de la société QMM S.A. à Mandena

4.1 SOUS LA CONDITION EXPRESSE

que le promoteur accepte de mettre en œuvre les dispositions relatives à (sui la liste des rubriques de la section 3.3.1)

Ces dispositions sont détaillées à la section 3.3.1 du présent avis et feront l'objet d'un protocole d'accord entre le Ministère chargé de l'Environnement et le promoteur..

4.2 AVEC LA RECOMMANDATION que les modifications présentées en annexe 5.5 soit incluses dans le PGEP.

4.2 Notes à l'ONE

4.2.1 Organisation du travail des consultants pour la première étape

Organisation du travail des consultants thématiques

Le présent document présente le cadre général de l'approche méthodologique pour l'évaluation technique du rapport d'étude d'impact social et environnemental déposé par QMM, aux fins de l'obtention du permis environnemental qui constitue le cadre général d'intervention des consultants thématiques.

Elle précise ensuite l'organisation d'une partie du travail des consultants thématiques pour l'étape 1 de l'évaluation conformément aux termes du ch. III des termes de références du consultant thématique. Cette organisation ne décharge pas le Consultant des obligations générales de son mandat.

1-Description générale de la démarche

La méthodologie proposée vise à permettre au CTE de disposer d'un outil général devant conduire à une analyse factuelle et objective du rapport d'impact déposé par QMM afin d'en arriver à formuler un avis environnemental sur le projet, tel que soumis par QMM.

Pour réaliser cette analyse, il a été décidé de s'appuyer principalement sur le guide méthodologique fourni à QMM lors de l'acceptation des termes de références par l'ONE.

Trois étapes principales sont programmées :

- Étape 1 : Examen de la cohérence de l'étude en relation avec le guide méthodologique, les TDR de QMM (Annexe 8 du rapport) et le résultat de la consultation publique menée par QMM (Annexe 6 du rapport) ;
- Étape 2 : Analyse technique du projet par composante ;
- Étape 3 : Intégration et rapport.

2- Description détaillée des étapes

2-1 Étape 1 : Examen de la cohérence de l'étude en relation avec le guide méthodologique, les TDR de QMM et le résultat de la consultation publique menée par QMM.

Objectifs :

- Vérifier la conformité de l'étude par rapport au guide méthodologique, les TDR et le résultat de la consultation publique menée par QMM ;
- Formuler des observations et préoccupations ;
- Identifier les questions d'éclaircissement ou le besoin d'information complémentaire nécessaire au CTE pour formuler l'avis environnemental.

Méthode de travail :

- Remplir la grille n° 1 (fournie) sur une base individuelle (par membre du CTE);
- Synthétiser les observations et questions (ONE) ;
- Traiter les questions en groupe thématique appuyé par les consultants ;
Analyse par les consultants;
Revue en groupe thématique ;
Synthèse et restitution.

4.2.2 Termes de références pour le deuxième Consultant international

A-Cadre général du mandat

TDR (I à VI) et les ajustements

B-Cadre spécifique du consultant international

Interventions du consultant international déjà effectuées

Le Consultant international est intervenu dans la définition de la méthodologie générale d'évaluation et dans la mise en œuvre de la première étape de cette méthodologie (grille d'analyse, questions au promoteur).

Il a coordonné le développement d'outils permettant la réalisation de la deuxième étape de l'évaluation (matrice d'impacts et de mesures) qui consiste à effectuer l'analyse technique du projet en vue de formuler les avis sectoriels du CTE et amorcer l'élaboration du PGEP en relation avec le promoteur.

Mandat spécifique du consultant international

Le mandat spécifique du Consultant international consiste à assurer la coordination et la supervision de l'étape 2 et 3 de l'évaluation sur la base des méthodologies, outils et échéanciers mis au point. Les résultats finaux de l'étape 1 (réponses du promoteur aux questions du CTE, projet de PGEP élaboré par le consultant, matrices d'impacts et de mesures remplies par le CTE) ainsi que les rapports des consultants internationaux (eaux, biodiversité...) seront transmis dès que disponibles au consultant international avant son départ pour Madagascar ou à son arrivée.

En plus des considérations contenues dans le cadre général du mandat et pertinentes au stade actuel de l'évaluation, le consultant international se conformera au mandat spécifique dont l'échéance s'étalera jusqu'à la remise de la décision environnementale. Le consultant interviendra selon le tableau suivant :

Phase	Objets principaux de l'intervention	Présence à Mcar	Temps d'intervention requis	Produit final attendu
I	Participation aux audiences à Fort-Dauphin Finalisation de l'analyse sectorielle avec intégration des réponses de QMM et des résultats des enquêtes et audiences publiques. Appui au CTE pour l'analyse du projet de PGEP présenté par QMM	6 au 18 septembre	3 jours de préparation 3 jours de voyage 13 jours à Madagascar 2 jours travail après voyage	Analyse sectorielle finalisée et validée par CTE Projet de PGEP amendé à remettre à QMM
II	Appui à l'élaboration et à la validation de l'avis technique du CTE	5 au 10 octobre	2 jours de préparation 3 jours de voyage 6 jours à Madagascar 2 jours travail après voyage	Avis technique remis au Ministre de l'environnement le 10 octobre
III	Appui à l'ONE pour l'intégration des avis de la Commission d'enquête et du CTE	Non nécessaire	7 jours par intermittence et intervention à distance	Avis du Ministre le 15 novembre au plus tard (permis ou refus)

4.2.3 Projet de lettre de l'ONE aux consultants thématiques (audience publique)

Coordination et supervision de l'évaluation du dossier ilménite de QMM
Rapport de J.Andrianoelison (octobre 2001)

ONE

A

Tout Consultant thématique pour l'évaluation du dossier de QMM

Conformément à l'article 38 de l'arrêté 6830/2001 du 28 juin 2001 fixant les modalités et procédures de participation du public à l'évaluation environnementale en son alinéa 2, il vous est notifié par la présente que votre participation est requise pour les audiences publiques pour l'évaluation du dossier de QMM. Ces réunions se tiendront les 27 et 28 août à Antananarivo, le 31 août et le 1^{er} septembre à Toliara et les 6, 7, 8 septembre à Fort-Dauphin.

Vous assisterez aux audiences en tant que personnes ressources de référence. Vous apporterez le cas échéant et à sa demande un appui à la Commission d'Enquête en vue du bon déroulement des séances. Cette intervention est à exécuter conformément au point V 2 c) des termes de références de votre mandat.

Vous prendrez les dispositions nécessaires et l'attache de mes services pour en assurer une exécution pratique satisfaisante.

4.2.4 Canevas de la lettre à QMM

Canevas général de la lettre à QMM

La courte note propose un canevas général du projet de lettre à QMM et un calendrier des tâches à exécuter. La lettre a pour objectif de :

- Demander à QMM des compléments d'informations sur l'ESIE en vue de la rédaction de l'avis;
- D'organiser avec QMM la rédaction du PGEP à annexer au permis éventuel ;

Elle s'organise en 8 parties qui seront alimentées par :

- Les résultats des journées bloquées ;
- Les questions évoquées par la coordination ;
- Les préoccupations issues d'autres sources.

A titre d'exemple, la ventilation des questions posées par Lalanirina dans les chapitres est donnée à la fin de la note.

Les 8 parties sont

- Contexte et structure de la lettre : il s'agit de rappeler brièvement à QMM la portée de la lettre, de décrire sa structure et de proposer les mécanismes et programme d'échanges d'information notamment pour la rédaction du PGEP.
- Questions générales : il comprend les questions de principe qui ne rentrent pas dans le cadre strict de l'ESIE mais concernent le projet : choix de Mandena (cf protocole avec ONE), qualification des documents d'appui, cas de l'évaluation de Conservation international, questions concernant l'enquête publique
- Les grands enjeux : notifier à QMM la liste des grandes questions qui préoccupent à ce jour le CTE en signalant qu'il leur faudra apporter un soin plus particulier à éclairer le comité sur ces points : chaque enjeu fera l'objet d'un chapitre particulier
- L'intégration régionale
- Le port (tiré à part mais s'il peut être intégré à l'intérieur du chapitre précédent)
- L'alimentation en eau
- Le plan de gestion environnemental : il s'agit de décrire le principe de sa rédaction, les éléments qui devront y être inclus en particuliers la nécessité de se doter d'indicateurs de suivi, d'identification des modalités et agents d'exécution...
- Les questions techniques annexes qui regrouperont éventuellement dans une annexe, les questions moins substantielles

Un calendrier indicatif pour sa rédaction serait :

Lundi 16 : mise au net par Ranja des tableau de synthèse par commission et début de rédaction générale

Mardi 17 : rédaction des éléments issus du CTE et intégration avec les questions non issues du CTE (à noter en italique par exemple)

Mercredi 18 : intégration de la formulation par les consultants thématiques et tirage

Jeudi 19 : livraison CTE du Draft

Lundi 23 : début de la revue de la lettre par le coordinateur (Legaré ou son substitute s'il arrive)

24 au 27 juillet : rédaction finale de la lettre à présenter à la réunion du CTE en tenant compte des remarques de la hiérarchie de l'ONE et des avis de l'expert juriste ;

Mardi 31 : Réunion du CTE pour valider la lettre (le projet définitif doit être redistribué dès la fin de séance)

Vendredi 3 août au plus tard : envoi de la lettre à QMM

Ci- après à titre d'exemple la place des éléments de Lalanirina

1. Contexte et structure de la lettre

2. Questions générales

L' alternative No Action

Dans quelle mesure QMM avance que l' impact est d' importance mineure pour Sainte Luce et moyen pour Petriky : présenter ces impacts et démontrer que ces impacts sont d' importance mineure et moyenne respectivement.

Etudes de fracturation du socle pour lever l' indétermination de la page 3.29 ? : carte tectonique régionale à l' échelle du gisement ?

Il n' y a pas de carte géologique à grande échelle, est ce que cela suppose que des études géologiques n' ont pas été faites ? carte géologique du gisement de Mandena et/ou des trois secteurs ?

La paléogéographie de la zone ou du gisement aiderait à mieux comprendre l' histoire de nûnéralisation?

Coordination et supervision de l'évaluation du dossier ilménite de QMM
Rapport de J.Andrianoelison (octobre 2001)

4.2.5 Présentation des matrices d'impacts et de mesures

Evaluation du dossier d'EISE de QMM Présentation des matrices d'impacts

La présente note présente les matrices d'impacts par composante à compléter par chaque membre du CTE et les consultants thématiques dans le cadre de la première phase de la deuxième étape de l'évaluation du dossier d'ESIE. Cette première phase se termine le 23 août date à partir de laquelle le CTE se réunira pendant deux journées pour compléter une matrice d'impacts. Les considérations suivantes ne constituent que des rappels :

- De la note de méthodologie distribuée en séance du Lundi 6 septembre (les membres du CTE qui n'y ont pas participé sont invités à demander une copie à l'ONE) ;
- De documents de base ayant servi à la formation des cellules environnementaux des ministères sectoriels ;
- Du document d'ESIE.

Rappel des objectifs de la phase

La première phase a pour objectif de compléter une matrice d'impacts du projet . Le document d'ESIE fournit la base de la description des milieux récepteurs (sous-systèmes écologique, socioculturel et économique) et celle des impacts associés aux composantes du projet .

Il s'agit pour l'évaluateur (évaluatrice):

- D'apprécier l'évaluation contenue dans le document d'ESIE pour chaque impact décrit par le promoteur : validation ou modification de l'appréciation de l'impact ;
- D'identifier les impacts non-décrits par le promoteur et en donner l'évaluation.

La matrice d'impacts complétée est à la base des mesures d'optimisation, d'atténuation ou de valorisation qui seront abordées pendant la deuxième phase d'analyse.

Présentation des matrices

Les trois matrices proposées sont issues des tableaux 5.25, 5.43, 5.60 du rapport ESIE. Elles concernent respectivement :

- la mine (dragage, séparateur flottant, USM, seuil déversoir et station de pompage) correspondant à la partie I du chapitre 5, page 5.17 à 5.118 ;
- le port (brise-lames, aire d'entreposage, carrière, débarcadère à Fort Dauphin) correspondant à la partie II du chapitre 5, page 5.119 à 5.168 ;
- les routes (nouvelles routes de la carrière et l'usine au port, anciennes routes de la carrière et l'usine au débarcadère de Fort-Dauphin) correspondant à la partie III du chapitre 5, page 5.169 à 5.209

Les quatre premières colonnes correspondent à celles des tableaux de l'ESIE correspondants. Elles reprennent le résumé des impacts tels que décrits par QMM (col.3), par composante de l'environnement écologique ou humain (col.1), par phase de réalisation (col.2) et donnent l'appréciation que QMM a de l'impact (col.4).

Les deux dernières colonnes sont à remplir par l'évaluateur (évaluatrice) qui inscrira:

- en col.5 : des impacts non-décrits par QMM identifiés par l'évaluateur (évaluatrice) et relatifs à la composante et à la phase de réalisation du projet situé sur la même ligne;
- en col.6 : l'appréciation de l'évaluateur (évaluatrice) sur l'opinion que QMM émet sur l'impact.

Lorsque l'évaluateur a identifié un impact non décrit, il (elle) doit l'évaluer soit en utilisant la méthodologie employée par QMM résumée au point 5.2.3 et présentée à l'annexe 16 de l'ESIE, soit en se basant sur sa propre méthodologie (qui lui servira par ailleurs à apprécier l'opinion que QMM a de l'importance des impacts). Pour amorcer ou faciliter l'identification d'impact non-pris en compte, l'évaluateur (évaluatrice) peut commencer par vérifier si les grilles d'interrelations potentielles fournies à l'annexe 15 sont remplies de façon exhaustive à son appréciation.

Coordination et supervision de l'évaluation du dossier ilménite de QMM
Rapport de J.Andrianoelison (octobre 2001)

Evaluation du dossier d'EISE de QMM Présentation des matrices de mesures

La présente note présente les matrices de mesures par composante à compléter par chaque membre du CTE et les consultants thématiques dans le cadre de la deuxième phase de la deuxième étape de l'évaluation du dossier d'ESIE. Cette deuxième phase se termine le 11 septembre date à partir de laquelle le CTE se réunira pour compléter une matrice de mesures. Les considérations suivantes ne constituent que des rappels :

- De la note de méthodologie générale distribué lors de la deuxième réunion du CTE le 15 juin ;
- De la note de méthodologie distribuée en séance du Lundi 6 août;
- De documents de base ayant servi à la formation des cellules environnementaux des ministères sectoriels ;
- Du document d'ESIE.

Rappel des objectifs de la phase

La deuxième phase a pour objectif de compléter une matrice de mesures du projet donc de remplir les grilles 2A et 2B. Le document d'ESIE fournit la base de la description des milieux récepteurs (sous-systèmes écologique, socioculturel et économique) et celle des mesures associées aux composantes du projet . Il a été demandé par ailleurs à QMM de répondre à certaines questions pour première semaine de septembre. Le CTE aura complété pendant ses séances du 23 et 24 août une matrice d'impact.

Il s'agit pour l'évaluateur (évaluatrice):

- De vérifier que les mesures proposées par QMM sont suffisantes pour aboutir au niveau d'impact résiduel annoncé par QMM ;
- de juger de l'acceptabilité de l'impact résiduel annoncé par QMM ;
- D'identifier des mesures complémentaires permettant de mettre le niveau de l'impact résiduel à un niveau jugé plus souhaitable ;.

La matrice de mesures complétée est à associer à la matrice d'impacts et constitue, composante par composante la base pour compléter les grilles 2A et 2B.

Présentation des matrices de mesures

Les trois matrices proposées sont issues des tableaux 5.25, 5.43, 5.60 du rapport ESIE. Elles concernent respectivement :

- la mine (dragage, séparateur flottant, USM, seuil déversoir et station de pompage) correspondant à la partie I du chapitre 5, page 5.17 à 5.118 ;
- le port (brise-lames, aire d'entreposage, carrière, débarcadère à Fort Dauphin) correspondant à la partie II du chapitre 5, page 5.119 à 5.168 ;
- les routes (nouvelles routes de la carrière et l'usine au port, anciennes routes de la carrière et l'usine au débarcadère de Fort-Dauphin) correspondant à la partie III du chapitre 5, page 5.169 à 5.209

Les trois premières colonnes correspondent à celles des tableaux de l'ESIE correspondants. Elles reprennent le résumé des impacts tels que décrits par QMM (col.3), par composante de l'environnement écologique ou humain (col.1), par phase de réalisation (col.2).

Les deux colonnes suivantes présentent les mesures préconisées par QMM (col.4) et donnent l'appréciation que QMM a de l'impact résiduel (col.5).

Les deux dernières colonnes sont à remplir par l'évaluateur (évaluatrice) qui inscrira:

- en col.6 : des impacts résiduels non pris en compte par QMM et des mesures non-décrites par QMM. Ces impacts et mesures auront été identifiés par l'évaluateur (évaluatrice) et sont relatifs à la composante et à la phase de réalisation du projet situé sur la même ligne. Seront intégrés à cette ligne les impacts initiaux identifiés en première phase et les mesures correspondantes ainsi que les éléments venant des réponses de MM aux questions du CTE;
- en col.7 : l'appréciation de l'évaluateur (évaluatrice) sur l'impact résiduel.

Lorsque la présentation sous forme de tableaux gêne l'expression des idées de l'évaluateur (évaluatrice), il (elle) est invité(e) à rédiger son texte sous la forme qui lui convient en lui demandant d'être suffisamment clair(e) dans la définition de la source de la nuisance, du milieu perturbé et des indicateurs pour les mesures.

Les remarques consignées dans la note sur les matrices d'impacts sur les méthodes d'évaluation restent pertinentes.

4.2.6 Compte rendu de la réunion de fin de mission de J. Parotta

Réunion du CTE du Lundi 13 août 2001
Fin de mission de J. Parotta ; début de mission de J.F.Lampietti

1 Mission de J. Parotta

L'objet de la mission de Mr John Parotta est d'apprécier la faisabilité du programme de conservation et de renaturalisation présenté par le promoteur.

La mission a comporté une revue de la documentation, une visite sur le terrain, des contacts avec l'équipe QMM, les services des Eaux et Forêts et des ONG.

1.1 Conclusions de la mission

1.1.1 Les aspects relatifs à la réglementation et aux institutions ont été peu abordés par l'ESIE. Ces aspects sont pourtant complexes et difficiles. En particulier, il faudra essayer de préciser les responsabilités respectives dans la gestion des terres et des ressources lors de la mise en œuvre du projet.

1.1.2 L'état de conservation et de gestion des ressources est caractérisé par une rapide dégradation pour les dernières années,. Le promoteur n'a pas pu ou su freiner cette dégradation malgré son engagement déclaré à la conservation. Les services des eaux et forêts ont été responsables de cette gestion (création de jardin botanique, station forestière, reboisements communautaires...) mais semblent avoir perdu tout contrôle sur le processus. Ce phénomène est marqué en particulier par la production de charbon de bois depuis le début des années 1990 avec l'utilisation de technique très destructrices de l'environnement.

1.1.3 L'ESIE donne une description correcte de la situation actuelle mais formule deux suppositions non pertinentes (« incorrect »):

- *Elle suppose qu'en cas de renonciation au projet il y aura une déforestation rapide* : c'est faire peu de cas de la capacité des services , des organisations et des communautés locales à mobiliser leur savoir-faire et leur potentiel de gestion pour que ce scénario catastrophe ne se déroule pas;
- *Elle décrit un paysage écologiquement reconstitué et productif dans l'après-projet* : ces supputations ne sont pas basées sur des faits et des preuves solides.

Le promoteur aurait intérêt à mieux valoriser les résultats des investigations dont il a eu l'initiative. Il aura à envisager des études complémentaires afin d'assurer que la faisabilité technique et la durabilité des options en matière de renaturalisation soient assurées.

Trois points importants à ce sujet:

- *Les options de gestion d'un sol très pauvre en matière organique* et soumis probablement à une érosion éolienne : la question de la gestion du top soil est un point critique ;
- *La qualité des eaux de dragage* dont la salinité éventuelle réduirait les possibilités en matière de renaturalisation tant en productivité qu'en choix des espèces ;
- *L'évolution future de la nappe* qui si elle devient quasi-superficielle (barrage d'Ambavarano) empêcherait toute renaturalisation avec d'autres espèces que celles qui comme le niaouli sont peu utiles

4.2.7 Trois notes sur le seuil déversoir

NOTE A L'ATTENTION DE MR LAMPIETTI

1. La présente note a pour objectif de placer la mission dans le cadre de la situation actuelle de l'évaluation du rapport d'ESIE et d'attirer l'attention du consultant sur certains points considérés comme cruciaux par le CTE. La question de l'approvisionnement en eau a été identifiée par le CTE comme étant une problématique majeure pour le projet et a fait l'objet de questions (n°24 à 40) adressées au promoteur à consulter par le consultant mais résumées dans la note Elle résume enfin dans un tableau les documents pertinents fournis par QMM.
2. Le système d'extraction par dragage dans un bassin nécessite un appoint d'eau pour compenser les pertes par évaporation, les délais entre la restitution des eaux à la nappe et leur extraction, les besoins de la drague et de l'usine de séparation en matière de tirant d'eau. Cet appoint nécessaire varie suivant les caractéristiques du bassin (profondeur, surface), sa position du bassin en fonction du système hydrographique (rivières Mandromondromotra à l'Est, Lanirano à l'ouest, système de lacs et méandres et rivière Anony au Sud), la saison (période d'étiage ou de hautes eaux). Le promoteur l'estime en moyenne à 20000 m³/jour avec une plage de variation de 5000 à 40000. Le scénario préféré est celui d'un pompage à partir du lac Ambavarano isolé de l'estuaire par un seuil destiné à éviter l'intrusion saline mais restituant les débits au niveau la rivière Anony.
3. La première préoccupation du CTE est de savoir si la mise en place du seuil assure que l'eau dans le lac Ambavarano sera effectivement douce (questions 24 à 36). En dépouillant la documentation existante fourni par le promoteur, et en se basant sur ses observation de terrain, il est demandé au consultant de donner son avis quant aux hypothèses minimales à vérifier pour qu'une réponse fiable soit donnée à la question de l'efficacité du seuil déversoir ; de donner son appréciation quant à l'éventualité que ces hypothèses soit vérifiées dans le cas de Mandena ; de décrire les travaux d'investigations complémentaires qui permettraient de vérifier ces hypothèses, ces travaux seraient à demander au promoteur lors de l'étude de factibilité. En particulier, le consultant donnera son avis sur l'éventualité d'une intrusion saline à partir de la dune cotière (du Lac Lanirano au site du seuil déversoir) évoqué par certains documents d'appui et sur les modalités requises pour l'efficacité d'un seuil anti-sel.
4. La deuxième préoccupation du CTE est d'estimer si la mise en place du seuil déversoir est obligatoire. La pluviométrie de la région et la relative perméabilité du substrat qui sera augmenté après extraction des minéraux lourds permet d'émettre l'hypothèse d'une capacité du milieu à éliminer la salinité introduite si le seuil n'est pas construit. (c'est le propos des questions 37 à 40). Sans se substituer au promoteur pour la recherche de solutions, le consultant devra donner son avis sur les conditions minimales à observer pour que cette hypothèse soit vérifiée (pluviométrie, perméabilité, salinité de l'eau employée, position géographique de la zone de dragage) et sur les avantages et inconvénients de cette option. Il décrira de même les travaux d'investigations complémentaires qui permettraient de vérifier ces hypothèses, ces travaux seraient à demander au promoteur lors de l'étude de faisabilité au cas où cette option sera envisagée.
5. Plus généralement, le consultant est invité à apprécier si les modèles,(conception calage, condition aux limites) et méthodologies employés par le promoteur sont adaptés au milieu étudié et à proposer des indicateurs de suivi (avec points et types de mesures) permettant une évaluation de l'évolution générale du système.
6. Le tableau en page 2 récapitule les documents à consulter. La liste n'est pas exhaustive et le consultant se référera utilement aux répertoires établis par les consultants thématiques (Hydrologie et Hydrogéologie). Un contact direct avec eux serait évidemment indiqué.

Note sur la problématique du seuil déversoir

QMM prévoit d'aménager un seuil déversoir sur la rivière Anony à l'embouchure du lac Ambavarano pour s'assurer que l'eau d'appoint nécessaire au niveau du bassin de dragage n'ait pas de conséquences négatives sur la croissance de la végétation dans le cadre du programme de réhabilitation des sols en aval de l'exploitation minière. Cette option a été préférée par le promoteur aux autres options de pompage

- à partir de la nappe phréatique : qui ne fournirait pas assez d'eau;
- à partir d'un réservoir artificiel : qui serait trop onéreux ;
- du lac Lanirano avec seuil déversoir : qui ne permettrait pas d'assurer l'adduction d'eau de la ville de Fort-Dauphin dans les cas extrêmes ;
- à partir du lac Ambavarano sans seuil déversoir : qui produirait de l'eau saumâtre.

Avec l'appui de deux consultants thématiques locaux et après visite sur le terrain, le CTE a posé des questions (numérotées 24 à 40 sur 47 au total) au promoteur pour éclaircir son opinion sur ce sujet. De même, l'ONE a requis l'avis d'un expert international financé par PAGE. Cet expert a confirmé les préoccupations du CTE transmises à QMM qui étaient :

- Dans l'état actuel des résultats d'investigations par le promoteur, est-ce que le seuil garantit que l'eau du Lac Ambavarano restera douce ? Le CTE avait demandé au promoteur des précisions sur la géologie, l'hydrogéologie, l'hydrologie et le comportement du biseau salé. L'expert international estime que « rien n'assure que l'eau du lac Amba(varano) deviendra et restera douce pendant 25 ans après l'installation du déversoir » ;
- D'autres options techniques est-ce que d'autres options techniques ne pourraient pas être envisagées y compris l'approfondissement d'une option sans le seuil qui implique des nuisances importantes.

Selon les consultants thématiques locaux, les réponses de QMM aux questions du CTE ne répondent pas de façon satisfaisante à ces questions et risque de laisser le CTE dans la même situation d'incertitude qu'avant de les avoir formulées. La mise en place du seuil déversoir constitue un enjeu important (effets sur le milieu aquatique et les activités économiques) et a été la source de préoccupations majeures et multiples exprimées lors des phases de la consultation du public.

Le CTE aura à se prononcer lors des journées du 18 et 19 septembre sur les éléments à inclure dans le PGEP éventuellement annexé à un permis environnemental. Pour le cas du seuil déversoir, il manquera des éléments nécessaires à statuer.

Au cas où l'option du seuil déversoir est acceptée par le CTE ainsi que le souhaite le promoteur : le CTE demandera à QMM d'accepter que le PGEP devra contenir les éléments permettant d'assurer que le seuil sera :

- Fonctionnel, c'est-à-dire interdira effectivement l'intrusion d'eau salée dans le lac Ambavarano ;
- Aussi peu nuisible que possible notamment vis à vis des terrains de cultures et des activités économiques (tourisme, pêche).

Les divergences éventuelles entre QMM et le CTE seront signalées dans l'avis du CTE (qui sera favorable)

Au cas où le CTE estime qu'une option sans seuil déversoir reste à explorer, il émettra un avis défavorable sur cette composante importante du projet présenté par le promoteur car cette opinion car cette option a été directement exprimée à QMM (questions 37 à 40) et n'a pas reçu de réponse satisfaisante. Le CTE donnera alors une liste des investigations et expérimentations à mener s'il avait été envisagé de reconsidérer cette option.

Une meilleure solution aurait été la mise en œuvre préalable de séances d'échanges techniques avec QMM. Ces échanges auraient pour objectifs de lever le doute sur le fait que le seuil soit la seule solution fiable pour fournir les quantités nécessaires en appoint en eau douce pour le bassin de dragage afin d'assurer la viabilité du programme de réhabilitation. Ces échanges pourraient demander de la part du promoteur la mise en œuvre d'investigations complémentaires. Le calendrier imposé par la convention d'établissement et les textes réglementaires ne permet pas d'opter pour cette option sauf accord des deux parties (suspension de l'évaluation pendant les investigations).

Lorsqu'à l'issue de ses réunions du 18 et du 19 septembre, le CTE commentera à l'adresse de QMM, le projet de PGEP remis par le promoteur ce 12 septembre, il sera nécessaire d'informer QMM de cette possibilité, surtout si le CTE reste sur une option sans seuil déversoir.

CONSIDERATONS SUR LE SEUIL DEVERSOIR

Situation objective et qui sera disponible au public

QMM a choisi d'approvisionner en eau douce ses installations à partir d'un pompage dans le lac Ambavarano isolé de l'estuaire par un seuil déversoir. L'option a été prise en comparaison avec 4 autres options.

Le CTE a posé par deux fois des questions à QMM tendant à obtenir des renseignements techniques complémentaires dans le but de s'assurer que

- le seuil permettra bien de fournir de l'eau douce ;
- le seuil est bien la « meilleure » solution ou si d'autres solutions sont envisageables.

Les consultants thématiques du CTE considèrent que :

- il n'est pas complètement sûr que le seuil fournira de l'eau douce ;
- d'autres solutions sont envisageables.

Les consultants considèrent données présentées par QMM dans l'EISE et les comparaisons entre les options possibles ne sont pas suffisamment complètes pour aller plus loin dans les conclusions sur l'acceptabilité du seuil. En particulier les réponses de QMM aux deux séries de questions du CTE n'apportent pas suffisamment d'arguments dans un sens ou dans l'autre.

Méthode d'analyse du CTE à ce jour

Le CTE a analysé les impacts du seuil déversoir et complété les mesures nécessaires à l'atténuation de ces impacts :

- changement de salinité ;
- inondations ;
- obstacle à la navigation ;
- risque de bilharziose ;
- profanation de lieux « sacrés ».

Le CTE n'a pas encore statué sur l'acceptabilité du seuil (grille 2A)

Le CTE va se réunir ce mercredi sur le sujet du seuil

Ma compréhension de la situation

La position du promoteur est claire : le projet va avec le seuil

Le promoteur a choisi son option d'alimentation en eau douce. Les éléments technico-économiques qui le font aboutir à l'option du seuil ne sont pas convaincants mais pour l'être il faudrait être à un stade plus poussé d'investigations (pré-faisabilité). Un refus de permis sur la base d'insuffisance des éléments techniques sur l'alimentation en eau est difficilement justifiable car il faudrait argumenter :

- que les impacts de l'option seuil sont inacceptables ;
- que des solutions techniquement fiables existent et n'ont pas été explorées par le promoteur.

Le refus serait basé sur un « procès d'intention » à l'égard du promoteur et non sur des arguments techniques

Le CTE ne veut pas endosser la responsabilité d'un avis « tranché » sur le projet

Le CTE ne souhaite

- ni « refuser » le projet dans son ensemble ;
- ni l'accepter sans tenir compte de préoccupations émises par la plupart des personnes intéressées au projet (membres du CTE, consultants thématiques, consultation publique, mémoires divers).

L'attitude à ce jour a été de différer les décisions ou de trouver des solutions « marimaritra iraisana » du type de celui trouvé pour le port qui laissent entier les problèmes de la nature (acceptation ou refus de délivrer le permis) et la motivation de la décision du ministre.

Pour le port, la condition « expresse » exprimée (preuve d'une non-rentabilité du projet avec financement du port par QMM) reste adaptée à une volonté de non-décision car si elle ne saurait être levée de facto avant le 15 novembre, le Ministre pourrait la considérer comme levée par la signature d'un protocole d'accord ou par un échange de lettres avec le promoteur sur les conditions d'élaboration de la convention d'occupation pour le port et les conditions de mise en place de son financement.

4.2.8 Budget du CNS

NOTE SUR LE BUDGET DU CNS

Les besoins de financement pour le suivi se rapportent :

- à des investissements au niveau du CELSEGEC (matériel roulant, bureau, formation) ;
- au fonctionnement du CNS et du CELSEGEC ;
- au financement des interventions extérieures (consultation, mesures).

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu au niveau du CNS.

Le CELSEGEC devra disposer d'un véhicule de liaison et d'un véhicule de terrain (type pick-up) pour un investissement total de 280 millions de fmg.

Le CELSEGEC devra disposer d'un bureau à Fort-Dauphin comprenant au moins cinq salles dont une de réunion et une de documentation (ouverte au public). Il est supposé que ce local sera loué. Son aménagement ainsi que son équipement en matériel de bureau (mobilier et reproduction), de bureautique (2 postes de travail) et de communication (téléphone et télécopie) est estimé à 55,5 millions de fmg.

Le CTE a souhaité que les cadres du CELSEGEC puissent s'informer des conditions d'exploitation d'une mine similaire lors d'un voyage d'études. Les mines pouvant être retenues se trouvent soit en Australie soit en Floride (USA). Le coût de ce voyage d'une durée d'environ une semaine est de 86,5 millions de fmg

LE FONCTIONNEMENT DU CNS ET DE LA CELSEGEC

Le fonctionnement du CNS

Le CNS est supposé se réunir 3 fois par an, dont une fois à Fort-Dauphin et deux fois à Antananarivo. Les 5 membres du CNS ne sont pas rémunérés. Les réunions durent en moyenne 3 jours. Les frais de fonctionnement du CNS comprennent :

- les frais de déplacement par avion de ses membres : 10,6 millions de fmg;
- les indemnités de session et d'hébergement de ses membres à Antananarivo et Fort-Dauphin : 5,55 millions de fmg;
- les frais de secrétariat (fournitures et communication) : 8,94 millions de fmg.

Salaire, indemnités et avantages des membres du CELSEGEC

Les 3 membres permanents du CELSEGEC et le personnel d'appui (2 chauffeurs et 1 assistant administratif) sont rémunérés à un niveau de salaire attractif pour un total annuel de 123 millions de fmg. Le chef de la cellule, choisi parmi les membres permanents, perçoit en plus une indemnité spéciale de 0,5 millions de fmg par mois).

Les 3 membres permanents du CELSEGEC sont logés. Avec la location du bureau les frais de location sont de 60 millions par an.

Les membres non-permanents du CELSEGEC (environ une dizaine) perçoivent des indemnités selon leur participation aux réunions. Il est prévu que chaque membre intervienne pour une réunion mensuelle « ordinaire » tous les membres seront présents et pour deux réunions par mois en moyenne pour des thèmes spécifiques à chaque membre. Le montant total prévu pour ces indemnités est de 19 millions de fmg.

4.2.9 Note sur la finalisation du dossier

NOTE SUR LA FINALISATION DE L'EVALUATION DU DOSSIER D'ESIE DE QMM S.A.

La situation de programmation de l'évaluation est la suivante :

- 15 novembre : date limite d'émission du permis . Une non-réponse équivaut à un refus. La date est irrévocable sauf négociation avec QMM. Le CTE propose que le permis soit délivré sous la forme d'un arrêté du Ministre de l'Environnement
- 25 octobre : date limite de remise de l'Avis du CTE au Ministre de l'Environnement (10 jours ouvrables avant la délivrance du permis selon le décret MECIE).
- 16 octobre : première réunion de la commission paritaire CTE/CE
- 17 octobre : dernière réunion du CTE pour valider les projets de protocoles d'accord
- 19 octobre : audience ONE/CTE/CE auprès de Monsieur le Ministre de l'Environnement
- 05 octobre : remise du rapport de la CE à Monsieur le Ministre de l'Environnement

Trois phases peuvent être distinguées avant la délivrance du permis :

- Phase de préparation de la décision : il s'agit pour les décideurs de prendre connaissance du dossier, et choisir la stratégie de négociation avec QMM, et de mandater les négociateurs ;
- Phase de négociation avec QMM : il s'agit pour les négociateurs de trouver un consensus avec QMM dans le cadre du mandat de négociation donné par le décideur ;
- Décision : il s'agit pour le décideur de transformer les résultats des négociations en permis ou non selon le cas.

Phase de préparation de la décision :

Cette phase s'étend de maintenant jusqu'à la notification à QMM des conditions préalables à l'octroi du permis.

Elle comprend :

- une partie technique qui consiste en une finalisation et intégration des rapports d'avis du CE et du CTE ;
- une partie « politique » où le décideur statuera sur la manière de traiter le dossier (permis ou non, conditions plus ou moins acceptables, stratégie de négociation, désignation et mandat des négociateurs).

La partie technique devrait se terminer avant l'entrevue avec le Ministre le 19 octobre, entrevue où le Ministre devra au moins avoir les éléments de décision pour la partie politique. La nature et la durée de la partie politique dépend du Ministre.

S'il a l'intention de suivre les avis de la CE et du CTE, l'existence d'une condition expresse implique une négociation avec le promoteur pour la lever. Le Ministre a le choix entre :

- mener ces négociations sous sa seule responsabilité (il notifiera à QMM les sujets à discuter, mandatera les négociateurs et appréciera si les résultats de la négociation ont levé la condition expresse) ;
- informer le gouvernement de sa position et d'obtenir du gouvernement un mandat pour la négociation.

Le deuxième cas évite les interférences des autres membres du gouvernement dans la négociation. Le premier permet de sauvegarder un deuxième niveau de négociation si les autres membres du Gouvernement sont solidaires du Ministre.

S'il a l'intention de ne pas suivre les avis de la CE et du CTE, donc de donner un permis après de simples échanges avec le promoteur, ou de refuser le permis, le Ministre a intérêt à ce que ses pairs du Gouvernement en soient informés, la décision risquant dans les deux cas de soulever des protestations.

Dans tous les cas, il est recommandé que le Ministre :

- informe le Gouvernement sur les avis du CTE et de la CE ;
- décide avec le Gouvernement de la décision à prendre et de la stratégie de négociation à adopter.

S'il est possible d'effectuer l'édition des documents nécessaires, cette séance d'information pourrait avoir lieu lors du Conseil de Gouvernement hebdomadaire du mercredi 24 octobre avec comme dossier :

- le rapport de la CE ;
- le rapport du CTE ;

4.3 *Produits intermédiaires de l'évaluation*

4.3.1 Compilation des grilles n° 1 remplis par CTE (fichier attaché : GUIDE1COMPIL)

4.3.2 Projet d'avis : version du 11 octobre (fichier attaché : AVIS TECHNIQUE)

4.3.3 Projet de rapport de la commission paritaire : version du 22 octobre (fichier attaché : PARITAIRE)